

Isère

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

# Aides aux communes : c'est la guerre entre le PS et Wauquiez

Ève MOULINIER

---



*Le ton monte entre le président d'Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez (LR) et le président du groupe d'opposition socialiste Jean-François Debat. Photos archives Le DL/ G.Y et L.T.*

**Après un article de Mediapart sur les subventions régionales accordées aux communes, l'opposant socialiste Jean-François Debat a annoncé qu'il saisissait le Parquet national financier. La réplique n'a pas tardé du côté du président de la Région.**

Tout a commencé jeudi par un article de Mediapart, intitulé "Argent public : comment Laurent Wauquiez arrose les siens", où le site d'information produit le compte-rendu et les enregistrements d'une réunion de majorité de 2016 où il est question de la répartition des subventions régionales accordées aux communes et de la stratégie électorale de

l'exécutif. Des disparités entre les montants donnés aux communes de droite et à celles de la gauche y sont notamment pointées. Tout comme les fortes dotations à la Haute-Loire, fief du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

## • **Après l'article de Mediapart**

Puis est venue la réaction, via un communiqué très offensif, du président du groupe d'opposition "PS et Démocrates", Jean-François Debat. Le texte, titré "Favoritisme et copinage : c'est prouvé, Laurent Wauquiez a mis la Région à son service", continue ainsi : "Les extraits sonores dévoilés par Mediapart sont accablants. Ils mettent en avant un système clientéliste extrêmement sophistiqué composé d'un cabinet politique occulte constitué d'une dizaine de personnes, quasiment toutes issues des rangs du parti Les Républicains. Le rôle de cette cellule consiste à flécher les subventions régionales au seul filtre de la carte électorale [...] Les subventions de la Région ne sont pas des libéralités qui peuvent être attribuées sans motif ; elles ne sont pas la cagnotte personnelle de son président [...] Nous saisissons donc officiellement le Parquet national financier d'éléments nouveaux et de preuves permettant de corroborer des faits susceptibles d'être qualifiés de détournements de fonds publics. Nous saisissons également la Chambre régionale des Comptes de ces mêmes faits."

La réplique n'a pas tardé à arriver, puisque l'entourage de Laurent Wauquiez a envoyé un communiqué disant : "Nous contestons avec la plus grande fermeté les faits faux et mensongers avancés par M. Debat et l'instrumentalisation politique qu'il fait de la justice en période de campagne. Son attitude est d'autant plus choquante que la politique d'attribution des aides de la Région à son époque était discrétionnaire au profit uniquement de quelques communes, laissant de côté toutes les petites communes rurales et majoritairement celles qui n'étaient pas de leur sensibilité politique [...]"

## • **Une plainte a été déposée**

Le texte continue ainsi : "Puisque c'est le choix de l'opposition, nous déposons plainte pour diffamation et dénonciation de faits mensongers. Nous saisissons également le Parquet national financier et la Chambre régionale des comptes sur la politique menée à l'époque par l'exécutif du socialiste Jean-Jack Queyranne."

Et ce vendredi, rien ne semblait s'être apaisé. Du côté socialiste, on nous glissait : « Encore une fois, Wauquiez fait diversion dès qu'il est atteint. Il allume des contre-feux

dans les médias, mais personne n'est dupe. Encore une fois, il menace de porter plainte pour que les gens détournent leur regard de son dossier. »

Du côté de l'exécutif régional, on répondait : « Bien sûr qu'il y aura une plainte. Cela va trop loin. Le PS est dans une mauvaise position avant les élections, alors il s'agite. Il nous accuse de tous les maux, alors qu'on fait des choix politiques ! Quant à ces enregistrements, qui datent de 2016, et qui ne sortent que trois mois du scrutin, franchement ? »

On l'a bien compris : la campagne pour les élections régionales, qui auront lieu au mois de juin, ne sera pas des plus calmes...

